

Henri EMMANUELLI

*Landes (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [J.O. du 28 juin 2007]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Aide publique au développement ; prêts à des États étrangers - [11 juillet 2007]

Membre de la mission d'information sur la révision des lois bioéthiques [J.O. du 10 juillet 2008]

Rapporteur spécial du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Aide publique au développement ; prêts à des États étrangers - [16 juillet 2008]

DÉPÔTS

Rapport déposé au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) : annexe n° 4 : Aide publique au développement - Prêts à des états étrangers (n° 276) [11 octobre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE*QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Industrie. Construction aéronautique. Situation d'EADS [3 octobre 2007] (p. 2568)

Politique économique. Afghanistan. Coopération militaire, information du parlement [26 mars 2008] (p. 966)

*DÉBATS***Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat**

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ;

[13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Ses interventions (p. 1747, 1759)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

PREMIÈRE PARTIE : CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Discussion des articles [17 octobre 2007] (p. 2890) ; [18 octobre 2007] (p. 2904, 2934) ; [19 octobre 2007] (p. 2997)

Après l'article 9

Son amendement n° 227 (assurance-vie : somme exonérée de droits de succession ramenée de 152 500 € à 100 000 €) : rejeté (p. 2960)

Après l'article 10

Son amendement n° 291 rectifié (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières : taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 % - imputation sur l'impôt d'une provision pour la recherche dans les énergies renouvelables ou pour le développement des moyens modaux alternatifs au transport routier) (p. 2967) : rejeté (p. 2968)

Son amendement n° 258 (impôt sur les sociétés dû par les compagnies pétrolières - taux majoré de 40 % lorsque la progression de leurs profits excède 20 %) (p. 2967) : rejeté (p. 2968)

*DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES***AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT**

Vote des crédits et articles rattachés [16 novembre 2007] (p. 4306)

Crédits de la mission "Aide publique au développement" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4306)

Annexes au compte rendu intégral [16 novembre 2007] (p. 57) :

- *Réunion de la commission des finances du 7 novembre 2007*

Rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

Ses interventions (p. 57, 61 et s.)

Thèmes :

Etrangers : immigration : tests génétiques (p. 58, 65)
 Moyens de paiement : devises : étrangers (p. 61)
 Pays étrangers : Chine (p. 65)
 Pays étrangers : Côte d'Ivoire (p. 65)
 Politique extérieure : Agence française de développement (p. 57)
 Politique extérieure : aide au développement (p. 57 et s., 65)
 Politique extérieure : annulation de dettes (p. 57, 65)
 Politique extérieure : codéveloppement (p. 57 et s., 65)
 Politiques communautaires : Fonds européen de développement (p. 57)

**ARTICLES NON RATTACHÉS ET AMENDEMENTS PORTANT
 ARTICLES ADDITIONNELS**

[16 novembre 2007] (p. 4319, 4326)

Après l'article 39

Son amendement n° 254 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France - AFITF : taxe acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes par mille de kilomètres parcourus portée de 6,86 € à 9,20 €) : rejeté (p. 4339)

Son amendement n° 297 (financement de l'Agence française des infrastructures de transport en France - AFIT : majoration de 200 millions d'euros de la redevance domaniale acquittée par les sociétés concessionnaires d'autoroutes) : rejeté (p. 4339)

Après l'article 40

Son amendement n° 96 (droits d'enregistrement : taux majorés d'un point et affectation du produit supplémentaire à un fonds de péréquation) : rejeté (p. 4345)

**Projet de loi de finances rectificative n° 421 pour
 2007**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [5 décembre 2007] (p. 5067) ;
 [6 décembre 2007] (p. 5086, 5120)**

Après l'article 6

Son amendement n° 186 (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 % et institution d'une provision pour leurs dépenses au titre des énergies renouvelables ou en faveur des alternatives au transport routier) : rejeté (p. 5069)

Son amendement n° 185 (sociétés pétrolières dont la progression des bénéfices excède 25 % : majoration de leur impôt sur les sociétés de 40 %) : rejeté (p. 5069)

Son amendement n° 166 (TVA : taux normal ramené de 19,6 % à 19 %, taux réduit de 5,5 % à 5 %, taux en Guadeloupe, Martinique et La Réunion de 8,5 % à 8 %) (p. 5069) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 167 (TVA : taux réduit ramené de 5,5 % à 5 % sur certains biens et services) : rejeté (p. 5070)

Son amendement n° 168 (TVA : fruits et légumes au taux de 2,1 %) : rejeté (p. 5070)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 190 de M. Jean Launay (suppression du bouclier fiscal) (p. 5090)

**Débat sur la situation économique, sociale et
 financière de la France**

[27 mars 2008] (p. 991)

Son interruption (p. 1004)

Thèmes :

Finances publiques : déficit budgétaire (p. 1004)

Finances publiques : dette publique (p. 1004)